

Une plaque commémorative a été inaugurée en hommage à la solidarité du peuple français.

Intervention d'Elena Salgueiro, représentante de l'association « ¿Dónde Están? »-France.

Montevideo, le 30 mai 2025

Monsieur le Maire de Montevideo,
Monsieur l'Ambassadeur de France,
Madame la Directrice du Secrétariat aux droits humains de la présidence de la République,
Madame la Directrice du Département des Relations internationales de l'IMM,
Chers camarades et représentants des Mères et Familles d'Uruguayens détenus disparus et de Crysol,
Chers amis uruguayens et français,

C'est un honneur pour moi d'être ici en tant que représentante de l'association « ¿Dónde Están? », créée en France en 1997 pour soutenir les familles des disparu-e-s, œuvrer pour que toute la lumière soit faite sur ces crimes et que justice soit rendue. Je vous remercie profondément de votre présence.

Nous remercions également toutes celles et tous ceux qui ont rendu possible l'inauguration de cette plaque, en particulier Mme Fabiana Goyeneche et M.Fabrizio Soria du département des relations internationales de la Mairie de Montevideo, qui ont pris en charge ce projet.

Comment est née l'idée de cette plaque ?

L'idée est née à Paris il y a plus de deux ans, lors de la préparation du colloque commémorant les 50 ans du coup d'État en Uruguay, organisé avec le soutien de Geneviève Garrigos, conseillère de Paris chargée des relations internationales.

Geneviève Garrigos, qui n'est pas présente aujourd'hui comme elle l'aurait souhaité, vous transmet ses salutations chaleureuses.

De cet échange est née l'idée :

- de rendre hommage à Paris aux victimes de la dictature en Uruguay, à la résistance du peuple uruguayen et à sa lutte inlassable pour la vérité et la justice, afin qu'elles restent dans la mémoire de la ville.
- et parallèlement, de concrétiser à Montevideo ce que la solidarité du peuple français a toujours été pour ceux et celles qui ont souffert et résisté en Uruguay, ceux et celles qui ont vécu l'exil politique en France et ont lutté de loin, ceux et celles qui continuent de se battre pour les disparus et contre l'impunité.

La maire de Montevideo à l'époque, Carolina Cosse, à qui nous adressons également nos remerciements, a immédiatement accueilli l'idée avec enthousiasme. Le projet à Montevideo a suivi son cours depuis lors pour aboutir de manière si émouvante aujourd'hui.

À Paris, le projet de plaque commémorative est en route. Il a été approuvé à l'unanimité par le conseil municipal du 11e arrondissement où la plaque sera apposée et nous espérons qu'il aboutira dans les prochains mois.

À Grenoble, autre ville où la solidarité française a été et reste très active, une place Nibia Sabalsagaray a été inaugurée le 27 juin 2023. À Fontenay-sous-Bois, près de Paris, se trouve un buste de Raúl Sendic inauguré en 2013. .

De quelle solidarité du peuple français cette plaque témoigne-t-elle ?

Lorsqu'on évoque les violations des droits humains par le terrorisme d'État : les disparitions forcées, les assassinats, l'appropriation d'enfants, la torture, l'emprisonnement politique, la persécution et les détentions arbitraires, on oublie parfois l'exil forcé, qui a été le lot de dizaines de milliers de compatriotes durant cette période.

On estime qu'entre 1 500 et 2 000 Uruguayens sont arrivés en France dans les années 1970, expulsés après avoir été emprisonnés pour des raisons politiques, fuyant la justice militaire ou la fureur du Plan Condor. Pour eux, l'exil était une condition de survie et le statut de réfugié politique une protection vitale accordée par le droit international. Ils n'avaient pas choisi l'exil et encore moins, pour la grande majorité d'entre eux, le pays d'exil.

Être obligé de quitter sa famille et ses amis, ses coutumes, la terre où l'on est né et qui est la sienne, sans savoir quand et si l'on pourra un jour y retourner, est très dur. Imposer l'exil politique à ses jeunes enfants est une épreuve immense et douloureuse. Apprendre une nouvelle langue, de nouvelles coutumes, reprendre des études interrompues ou devoir les abandonner, reconstruire une vie dans un pays inconnu où l'on sera toujours un étranger, définitivement déchiré entre deux pays et deux histoires, n'est pas facile.

Certains exilés sont revenus en Uruguay une fois la démocratie rétablie. D'autres sont restés. Dans les deux cas, l'exil est une blessure qui ne se referme pas.

Ces militants uruguayens arrivés en France pendant les années de dictature voulaient vivre et continuer à se battre. Ils n'étaient pas seuls, ils ont trouvé un soutien dans leur pays d'adoption. Des réseaux de solidarité très solides se sont mis en place, composés d'organisations, de collectifs et de personnes qui, tout au long de la dictature et jusqu'à aujourd'hui, dans la lutte pour la vérité et la justice, continuent de fonctionner et de se renouveler.

Dès le début de l'année 1972, le Comité de défense des prisonniers politiques en Uruguay (CDPPU) a été créé à Paris par Alain Labrousse, ancien professeur au Lycée français, et d'autres Français et Uruguayens. Au départ formé par quelques personnes très mobilisées, le CDPPU s'est rapidement développé et a travaillé jusqu'à la fin de la dictature, lançant et coordonnant d'innombrables actions pour faire connaître la situation en Uruguay, afin de promouvoir l'intervention du gouvernement français et des grandes organisations internationales.

En 1974, puis à nouveau en 1976, il a accueilli à Paris et accompagné à Rome Zelmario Michelini, sénateur uruguayen et combattant acharné de la dictature, qui a tant fait pour dénoncer ses crimes au niveau international et qui l'a payé de sa vie, pour le tribunal Russell II sur l'Amérique latine.

Parmi les organismes français qui ont apporté un soutien matériel et politique aux exilés et à la résistance à la dictature, on comptait de grandes organisations de défense des droits humains, telles que la Cimade, Amnesty International France, l'ACAT, le Secours Catholique. La FIDH et la LDH, qui regroupent des juristes spécialisés dans les droits humains ont envoyé plusieurs missions d'enquête et de dénonciation des crimes de la dictature de l'époque en Uruguay et en Argentine pendant les années sombres. Le SIJAU, collectif de juristes français pour l'amnistie en Uruguay, a également

réalisé un travail considérable. L'association France Amérique Latine a été présente dès le début dans l'organisation d'événements et la diffusion d'informations.

Le CICP, centre associatif français de solidarité internationale fondé en 1976, a accueilli le CDPPU à partir de cette date et est aujourd'hui le siège de l'association ¿Dónde Están?. C'est à cet endroit que sera apposée la plaque commémorative à Paris.

Dans la cour du premier local du CICP a ouvert en 1976 un restaurant militant uruguayen, La Parrilla. On y mangeait des plats maison de la cuisine du Rio de la Plata, accompagnés de musique live, pour financer l'aide aux familles de prisonniers politiques. La Parrilla existe toujours et est désormais gérée par l'association ¿Dónde Están ? grâce au travail militant des bénévoles, jeunes et moins jeunes, les vendredis soirs. C'est un lieu de rencontre, d'information, de débat et de solidarité où l'on parle espagnol et français.

Depuis le début des années 1970, de nombreux juristes, tels que Louis Joinet, l'un des rédacteurs de la convention internationale des Nations Unies contre les disparitions forcées, ainsi que des intellectuels, des journalistes, des artistes plasticiens, des écrivains, des cinéastes, des militants syndicaux et politiques, des parlementaires, du personnel d'établissements d'enseignement, d'universités, de mairies... ont soutenu ou organisé des activités et des manifestations de dénonciation.

Dès le début, d'innombrables réseaux plus ou moins informels ont vu le jour, composés de simples citoyens qui considèrent que les droits humains sont universels, que le droit international est un mode de fonctionnement intangible des nations et que la solidarité est un devoir.

Les Français solidaires de l'Uruguay ont aussi été des « petites fourmis », « si petites qu'on ne les voit pas », comme dans la chanson de Daniel Viglietti, autre exilé en France, membre du CDPPU et de ¿Dónde Están ?.

Cette solidarité internationale a fait partie des forces qui ont permis de vaincre la dictature et joue un rôle dans la lutte contre l'impunité.

Pourquoi cette plaque à cet endroit ?

Inauguré en 1937, ce bâtiment a été occupé jusqu'à la fin des années 1990 par le lycée français de Montevideo, dont le nom figure encore sur sa façade. Il est devenu un lieu emblématique des liens culturels et affectifs entre la France et l'Uruguay. Lors de son séjour à Montevideo en octobre 1964, le général de Gaulle a visité l'institut où il a reçu un accueil enthousiaste.

Sa situation à proximité de l'université, de l'IAVA et en plein centre-ville a fait que cette façade, aujourd'hui décorée pour le mois de la mémoire, a vu défiler, dans les années 1960 et 1970, de nombreuses manifestations étudiantes et syndicales, souvent durement réprimées.

Le fait que la faculté des arts soit désormais responsable de cette plaque est une garantie qu'elle est entre de très bonnes mains. Les artistes sont toujours à l'avant-garde des luttes et l'art ne connaît pas de frontières. Nous remercions également la chorale de l'Udelar et sa directrice Chiara Danieli pour l'intervention musicale qui vous accueillera.

En France, en Uruguay et partout ailleurs, nous continuerons à réclamer vérité et justice, et à entretenir la mémoire, afin qu'il n'y ait plus jamais de terrorisme d'État.